

# ACTION URGENTE

## ARRESTATION DE 300 TRAVAILLEURS MIGRANTS REVENUS DE L'ÉTRANGER

L'arrestation et la détention arbitraires de 81 ouvriers migrants bangladais victimes de traite qui venaient de revenir du Viêt-Nam en septembre porte à plus de 300 le nombre de travailleurs bangladais arrêtés et détenus à leur retour de différents pays depuis mai 2020. Ces personnes ont été arrêtées pour avoir « terni l'image du pays » en participant à des activités illégales, mais aucune preuve crédible des faits qui leur sont reprochés n'a été apportée. Leur arrestation et leur détention violent les obligations du Bangladesh découlant du droit international relatif aux droits humains, notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Elles doivent être libérées immédiatement, à moins qu'elles ne soient rapidement inculpées d'une infraction dûment reconnue par la loi.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Ministre de l'Intérieur : M. Asaduzzaman Khan**

Minister

Ministry of Home Affairs

Bangladesh Secretariat

Dhaka-1000, Bangladesh

Fax : +88-02-9347290

Courriel : [minister@mha.gov.bd](mailto:minister@mha.gov.bd)

Cc : [minister@probashi.gov.bd](mailto:minister@probashi.gov.bd)

Monsieur le Ministre,

*Je vous écris pour vous faire part de ma préoccupation concernant l'arrestation arbitraire et le maintien en détention des ouvriers migrants **Mohammad Shahin Alam et Taijuddin ainsi que d'environ 300 autres travailleurs migrants bangladais** qui sont rentrés au Bangladesh entre mai et août 2020. L'arrestation et la détention de ces personnes en l'absence de preuve crédible d'une quelconque activité illégale commise sur le territoire du Bangladesh violent les engagements du pays à l'égard du droit international relatif aux droits humains, notamment l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui interdit les arrestations et détentions arbitraires et protège le droit à la liberté.*

*Mohammad Shahin Alam a été emprisonné à Bahreïn parce qu'il n'avait pas de visa de travail valide. Il figure parmi 219 ouvriers migrants actuellement détenus au Bangladesh après avoir été emprisonnés au Koweït, au Qatar et à Bahreïn pour les mêmes faits. Les autorités de ces pays ont commué leur peine et les ont expulsés. Je trouve également très préoccupant que Taijuddin et 80 autres migrants bangladais, qui ont été victimes de traite des êtres humains, aient été arrêtés après leur retour du Viêt-Nam, le 18 août 2020. Selon l'épouse de Taijuddin, il devait rentrer chez lui le 1<sup>er</sup> septembre après être resté en quarantaine pendant deux semaines, mais il a été envoyé à la prison centrale de Dacca le jour même.*

*Le tribunal de première instance de Dacca a accédé à la demande de la police de placer ces ouvriers en prison jusqu'à ce qu'elle puisse déterminer la nature de leur infraction, sans préciser de charge ou de preuve particulière pesant contre eux. Cette décision constitue non seulement une violation flagrante de leurs droits humains, mais elle fait aussi abstraction du fait que les travailleurs migrants sont un élément vital de l'économie du Bangladesh, qui a totalisé 18,2 milliards de dollars de transferts de fonds provenant d'eux au cours de l'exercice budgétaire 2019-2020.*

***J'exhorte votre gouvernement à inculper sans délai chacun de ces travailleurs d'une infraction prévue par la loi bangladaise en veillant à ce que les garanties d'une procédure régulière soient respectées, ou bien à les libérer immédiatement, conformément aux obligations de votre pays découlant du droit international relatif aux droits humains.***

*Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

Plus de 300 travailleurs migrants revenus au Bangladesh ont été placés en détention par les autorités du pays en plusieurs vagues entre juillet et septembre au titre de l'article 54 du Code de procédure pénale, qui permet aux policiers d'arrêter quelqu'un s'ils ont des « raisons de soupçonner » que cette personne est impliquée dans un acte illégal commis à l'extérieur du territoire national.

Le 5 juillet 2020, la police a envoyé en prison 219 travailleurs bangladais revenus du Koweït, du Qatar et de Bahreïn depuis mai. Selon la demande soumise par la police à un tribunal métropolitain de première instance à Dacca le 4 juillet, ces personnes – dont 141 avaient travaillé au Koweït, 39 à Bahreïn et 39 au Qatar – avaient été détenues là-bas pour avoir commis « diverses infractions », qui n'ont pas été spécifiées. Elles ont été renvoyées au Bangladesh après que les autorités de ces pays ont commué leurs peines.

C'est notamment le cas de Mohammad Shahin Alam, 25 ans, dont le visa a expiré trois mois après son arrivée à Bahreïn en 2016. Il a toutefois continué à travailler sur place comme tuyauteur pour rembourser les dettes que son père avait contractées en l'envoyant à Bahreïn. En 2020, il a tenté de renouveler son visa, dans l'espoir de trouver un emploi mieux rémunéré. C'est alors qu'il a été placé en détention pour avoir séjourné et travaillé dans le pays sans visa valide. Après avoir passé 21 jours en prison à Bahreïn, il est rentré au Bangladesh le 25 juin. Il a appelé son père le 5 juillet pour lui annoncer qu'il venait d'être libéré d'un établissement de quarantaine. Cependant, il a rappelé son père au bout de cinq minutes pour dire que de nombreux policiers étaient devant le bâtiment. Environ huit jours plus tard, il a de nouveau téléphoné à son père pour l'informer qu'il avait été envoyé à la prison de Kashimpur, à Gazipur. Le père de Mohammad Shahin Alam ignore pourquoi son fils est emprisonné.

La police a affirmé au tribunal métropolitain que les 219 travailleurs migrants avaient « terni l'image du Bangladesh » en participant à des activités illégales à l'étranger et qu'ils devaient être détenus tant que l'enquête ouverte à leur encontre se poursuivrait afin de déterminer l'infraction commise. Néanmoins, elle n'a présenté aucune preuve ni aucune raison spécifique justifiant leur arrestation et leur maintien en détention au Bangladesh. Le tribunal de Dacca a malgré tout accédé à la demande de la police de les laisser en prison.

Dans un autre dossier, le 1<sup>er</sup> septembre, les autorités du Bangladesh ont envoyé en prison 81 travailleurs migrants bangladais qui étaient rentrés du Viêt-Nam le 18 août après avoir été exploités sur place par des recruteurs. Ils avaient payé chacun entre 4 700 et 5 900 dollars environ aux recruteurs qui leur avaient promis des emplois dans des usines, a déclaré Md. Alamgir, l'un d'entre eux, à un journal local. Au lieu de cela, ils se sont retrouvés sur des emplois temporaires durant moins d'un mois pour certains, payés moins de 83 dollars par mois.

Taijuddin, âgé de 35 ans, fait partie de ces ouvriers qui sont partis au Viêt-Nam le 25 décembre 2019 avec la promesse d'un emploi dans une usine d'ameublement payé environ 306 dollars par mois. Après plusieurs mois passés sans avoir assez de nourriture et d'argent et sans pouvoir envoyer des fonds à sa famille, Taijuddin est rentré au Bangladesh le 18 août. D'après son épouse, il aurait déclaré : « Nous sommes arrivés, mais ils nous gardent en quarantaine pendant 14 jours avant de nous relâcher. » Pourtant, au lieu de le laisser rentrer chez lui, les autorités l'ont envoyé à la prison centrale de Dacca, à Keraniganj, le 1<sup>er</sup> septembre. Sa femme, qui sait maintenant que son mari restera en prison pendant un certain temps, est de plus en plus endettée car elle doit payer les dépenses alimentaires de sa famille et les frais de scolarité de son fils.

Beaucoup de Bangladais deviennent victimes de traite en essayant de trouver un emploi bien rémunéré à l'étranger, surtout dans les pays du golfe Persique. Ils sont exploités par des trafiquants d'êtres humains qui leur promettent un emploi stable et bien rémunéré, puis par des employeurs qui les payent mal et les font travailler énormément en les menaçant de les envoyer en prison pour séjour illégal (voir le document d'Amnesty International intitulé [COVID-19 makes Gulf countries' abuse of migrant workers impossible to ignore](#), 30 avril 2020).

Des militants des droits humains au Bangladesh ont déclaré qu'en arrêtant ces travailleurs qui ont déjà purgé leur peine à l'étranger ou subi une expérience traumatisante après avoir été exploités par des trafiquants d'êtres humains, c'est le gouvernement bangladais lui-même qui ternit l'image du pays.

**LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS** : anglais, bengali  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE** : 27 octobre 2020  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER** : Mohammad Shahin Alam (il) et Taijuddin (il)